



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

## L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

*Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal*

N°1180

18 Mars 2015

- **Mise en branle du processus électoral de 2015, dans un contexte de méfiance et d'obstacles institutionnels**
- **Inquiétant déchaînement de violence contre les espaces religieux catholiques romains**
- **Poursuite de pourparlers haïtiano-dominicains, malgré des violences et des rapatriements irréguliers**
- **Haïti-RD : Un collectif d'universitaires met en cause le manque de civisme et l'attitude des médias**

### >> Mise en branle du processus électoral de 2015, dans un contexte de méfiance et d'obstacles institutionnels

Des interrogations, mêlées de méfiance, planent encore sur le processus électoral de 2015, initié avec l'inscription des partis politiques au début de la deuxième quinzaine de mars. La liste des partis agréés devrait être connue le 23 mars 2015. Du 6 avril au 19 avril 2015, les candidatures pour les législatives seront reçues au Conseil électoral provisoire (CEP). Les dépôts de candidatures pour la présidentielle devront se faire du 11 au 20 mai 2015. Suivant le calendrier élaboré par le CEP, la campagne doit commencer le 19 juin 2015.

Le 9 août 2015, les électrices et électeurs haïtiens seront invités à aller voter pour 119 (au lieu de 118) députés et 20 sénateurs. Le 25 octobre 2015, ils devront élire un président, 140 conseils municipaux et 570 conseils d'administration de sections communales, indique un arrêté présidentiel en date du 13 mars. Cette disposition arrive un peu plus de 72 heures après la transmission par le CEP du calendrier électoral à la présidence, qui ne tient compte ni des jours fériés ni des week-ends. Aussi, des activités auront-elles lieu durant des dates habituellement chômées. Des élections législatives partielles, locales ont déjà été annoncées au mois de juin 2014, quand l'urgence était d'éviter un dysfonctionnement du parlement. Ce qui n'a pas pu être esquivé. La mise en branle du processus électoral a lieu dans un contexte toujours incertain, marqué par des suspicions de plusieurs partis politiques. Le Mouvement patriotique de l'opposition démocratique (MOPOD), une plateforme de partis et organisations politiques de l'opposition, n'est pas encore certain de sa participation. Il s'interroge sur la possibilité de réaliser des élections crédibles, honnêtes et démocratiques, explique son coordonnateur, l'ingénieur-agronome Jean André Victor.

L'évaluation du MOPOD tient compte de quelques indicateurs, dont les actes déjà posés, l'environnement électoral de façon globale et les conditions de sécurité. « Aucune élection honnête, démocratique et inclusive n'est possible » avec l'actuel Conseil, qui a adopté un calendrier ne reflétant pas la volonté des partis souhaitant participer à une élection avec deux tours au lieu de trois, analyse Fanmi Lavalas, le parti de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide. Les partis n'ont pas assez de ressources pour répondre à 3 tours d'élections, avance Fanmi Lavalas au même titre que la Fusion des socio-démocrates, lequel parti a des représentants au sein du gouvernement. Entre-temps, les conseillers électoraux semblent être également préoccupés par des irrégularités, dénoncées dans la mise en place des Bureaux électoraux départementaux et des bureaux électoraux communaux (BED et BEC), qui seront névralgiques dans l'accomplissement de tout le processus. Le déroulement des examens, pour le recrutement des responsables des BED et BEC dans certaines zones du pays aurait été effectué en 2014 sous couvert de favoritisme. Les activités d'évaluation des BED et BEC n'ont pas encore eu lieu parce que « nous n'avons pas les moyens financiers en main ». Sans ces évaluations, « aucune élection n'est possible », fait savoir à AlterPresse le conseiller électoral Jaccéus Joseph. Dans l'intervalle, un décret présidentiel, du vendredi 13 mars, annonce la division de la circonscription électorale de Cerca La Source en deux circonscriptions distinctes : Cerca La Source et Thomassique (Centre). La séparation arrive après de violents heurts entre des manifestants réclamant cette division de circonscription, qui ont fait 12 blessés.

### >> Inquiétant déchaînement de violence contre les espaces religieux catholiques romains

Depuis quelques semaines, c'est l'anxiété chez plusieurs congrégations catholiques romaines en Haïti.

Plusieurs religieuses ont été l'objet de violences sexuelles par des bandits armés, qui ont également

cambriolé différents espaces à l'intérieur du pays, notamment dans l'Artibonite et le Plateau central. Face à ces actes de violences, de plus en plus systématiques et ciblées, certaines congrégations catholiques romaines envisagent de suspendre leurs œuvres sociales en divers endroits. Vendredi soir 13 mars, des bandits armés ont enlevé Mgr. Pierre André Pierre, recteur de l'Université Notre Dame d'Haïti (UNDH), qui venait de participer à une veillée en hommage au journaliste défunt Sony Estéus. Mgr. Pierre sera libéré quelques heures plus tard, après l'intervention d'une patrouille de police, qui voulait perquisitionner le véhicule dans lequel il était séquestré et emmené vers une destination inconnue. Les membres de la plateforme religieuse « Religion pour la paix » dénoncent les divers cambriolages accompagnés de violences de toutes sortes, perpétrés contre des espaces

et des responsables religieux. Après l'attaque du 4 au 5 mars 2015 chez les sœurs de Verrettes (Artibonite), 7 individus, présumés cambrioleurs, ont été arrêtés et incarcérés environ 24 heures après. Ces « actes de méchanceté » suscitent dans la communauté religieuse « de l'indignation et de la révolte », souligne Mgr. Pierre André Dumas, qui indique que déjà 50 cas semblables sont répertoriés depuis 6 mois. D'après la mambo (prêtresse du vodou) Euvonie Auguste « C'est en fait de l'irresponsabilité » de la part des gouvernants. Attaquer continuellement des religieuses et des religieux prouve que la société haïtienne prend la « route du chaos et du désarroi », déclare l'Imam Abou Jahman. Pour l'évêque Ogé Beauvoir, de l'Église anglicane, ces infractions sont la manifestation « d'un symptôme de l'état de la société haïtienne ».

### **>> Poursuite de pourparlers haïtiano-dominicains, malgré violences et rapatriements irréguliers**

Au terme des discussions, le vendredi 13 mars à Jimani, entre le chancelier haïtien Duly Brutus et son homologue dominicain Andres Navarro, le vendredi 27 mars 2015 est la date retenue pour une rencontre binationale entre Haïti et la République Dominicaine. Les autorités dominicaines ont promis de contribuer au renforcement du programme d'identification des migrants haïtiens en terre voisine, en facilitant l'installation de nouveaux bureaux pour la remise des documents aux citoyens haïtiens. Quoi qu'il en soit, les rapatriements de ressortissants haïtiens se poursuivent, au niveau des points frontaliers, dans des conditions de plus en plus alarmantes. Des mères sont parfois séparées de leurs enfants. Parallèlement, les corps de migrants assassinés sont répertoriés, notamment à Santiago de Los Caballeros.

Le Groupe d'appui aux rapatriés et réfugiés (GARR) continue de mettre en garde le gouvernement haïtien

contre toute gestion complaisante des relations haïtiano-dominicaines, sans prendre en compte les vrais problèmes, comme les violations des droits des migrants et migrantes haïtiens en République Dominicaine, le non-respect du Protocole d'accord sur les mécanismes de rapatriements et l'absence d'accord bilatéral relatif à la gestion frontalière, qui sont une pomme de discorde entre les deux pays partageant l'île. Le Garr recommande « vivement » au gouvernement haïtien « d'exiger des autorités dominicaines une enquête non partisane pour identifier et punir les auteurs, co-auteurs et complices des crimes commis à l'encontre des migrants-es haïtiens vivant en territoire dominicain ; et d'exiger des autorités dominicaines la réalisation de campagnes de sensibilisation sur le respect des droits des migrants-es haïtiens ».

### **>> Haïti-RD : Un collectif d'universitaires met en cause le manque de civisme et l'attitude des médias**

Comme en 1937, lors du massacre de milliers d'Haïtiens et Haïtiennes en République Dominicaine, l'indignation et la colère du peuple haïtien sont grandes depuis la découverte du corps d'un ressortissant haïtien pendu à un arbre à Santiago, fait remarquer le professeur Hérold Toussaint, docteur en sociologie et détenteur d'une maîtrise en communication sociale. « Cette histoire [du massacre de 1937] n'est pas enseignée dans les écoles haïtiennes. Or, pour qu'un peuple avance, il y a ce qu'on appelle le devoir de mémoire et de commémoration. Quels sont les monuments qui ont été dressés pour les 15 mille Haïtiens et Haïtiennes, tués en République Dominicaine ? », regrette le professeur Toussaint. « Apartheid en République Dominicaine, manœuvres d'intimidation, chasses aux Haïtiens, boycottage du tourisme dominicain, logique de confrontation, esprit de

vengeance, bourgeoisie ultranationaliste dominicaine, profanation du drapeau des deux peuples », tels sont les expressions les plus courantes dans les médias, relevées dans une mini-enquête de monitoring. Ces expressions traduisent une logique de confrontation et une résurgence d'un sentiment anti-haïtien et anti-dominicain, de part et d'autre. Ce qui peut déboucher sur une crise d'une plus grande ampleur sur l'île, souligne Richardson Dorcé, étudiant au programme de Master de l'Université d'État d'Haïti.

Le Collectif des universitaires citoyens suggère la création d'une université haïtiano-dominicaine gérée par les savants des deux pays, une semaine de solidarité haïtiano-dominicaine et un service national de la solidarité envers les paysans haïtiens, financé par les secteurs privé et public.

### **A lire également :**

- Un mort et 5 arrestations dans l'Artibonite (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article17921>);
- La nouvelle représentante de la diplomatie française fait son entrée (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article17914>);
- Football : Haïti classée 77e dans le classement mondial de la Fifa (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article17909>);
- Dernier adieu émouvant au journaliste et linguiste Sony Estéus (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article17917>).